

Date: 08.09.2015

avenir suisse  
think tank for economic  
and social issues



Avenir Suisse  
1227 Genève  
022 749 11 00  
www.avenir-suisse.ch

Genre de média: Internet  
Type de média: Organisations, loisir

Lire en ligne

N° de thème: 844.003  
N° d'abonnement: 844003

## Etat citoyen et citoyens dans l'Etat

La politique de milice entre mythe et modernité

8 septembre 2015 | Pageviews: 1652 | Andreas Müller et Tibère Adler, avec contributions de Christophe Büchi, Sarah Bütikofer, Andreas Ladner, Olivier Meuwly, Hugo Moret, Nicole Pomezny et Patrik Schellenbauer

avenir suisse

Slatkine

**Etat citoyen et citoyens dans l'Etat**  
*La politique de milice entre mythe et modernité*

Andreas Müller et Tibère Adler  
Avec contributions de Christophe Büchi, Sarah Bütikofer, Andreas Ladner,  
Olivier Meuwly, Hugo Moret, Nicole Pomezny et Patrik Schellenbauer

Communiqué de presse

Shop

Verlag: Avenir Suisse et Éditions Slatkine, Genève 2015, 224 p., ISBN 978-2-8321-0701-0, Fr. 38

Plus de 100 000 citoyens exercent des fonctions politiques dans les communes, dans les cantons ou au niveau de la Confédération. La plupart le font à titre bénévole et en dehors de leur activité professionnelle. Pourtant la disponibilité des citoyens à s'engager décroît constamment.

Un manque important au niveau communal

Au niveau national, soit au Conseil national et au Conseil des Etats, la tendance est à la professionnalisation. Au niveau cantonal, la majorité des politiciens exercent encore leur mandat de manière accessoire à leur activité professionnelle. Cependant, le taux de fluctuation au sein des Parlements cantonaux est très élevé ; près d'un parlementaire cantonal sur deux ne va pas au-delà d'un mandat.

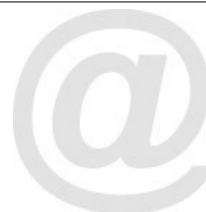
Cependant, c'est au niveau local que les limites actuelles sont les plus manifestes. Les communes ont de plus en plus de difficultés à pourvoir leurs autorités politiques. Les réformes ponctuelles déjà pratiquées ici ou là, telles que l'augmentation de la rémunération, la réduction de la charge de travail ou une meilleure description

ARGUS   
MEDIENBEOBACHTUNG

Observation des médias  
Analyse des médias  
Gestion de l'information  
Services linguistiques

ARGUS der Presse AG  
Rüdigerstrasse 15, case postale, 8027 Zurich  
Tél. 044 388 82 00, Fax 044 388 82 01  
www.argus.ch

Réf. Argus: 58996396  
Couverture Page: 1/3



du profil de responsabilités, n'ont eu que peu d'impact.

#### L'éligibilité des étrangers dans les communes, une mesure utile et appropriée

Dès lors que près d'un quart des habitants résidant en Suisse sont de nationalité étrangère, l'idée d'élargir le bassin de recrutement des candidats à des fonctions politiques communales aux étrangers est attractive. Elle se heurte pourtant régulièrement à la conviction que la nationalité suisse reste une condition indispensable pour l'acquisition des droits politiques. Par conséquent, l'éligibilité passive (soit le droit d'être élu) des étrangers reste une rareté en Suisse, et constitue une «spécialité» romande. Sur les 600 communes des 6 cantons suisses qui autorisent les étrangers à être élus au niveau communal, 575 communes sont romandes (dans les cantons de Vaud, Fribourg, Neuchâtel et Jura), rejointes par 22 communes des Grisons et 3 communes d'Appenzell Rhodes-Extérieures. Avenir Suisse a conduit sa propre enquête afin de mesurer ce que représente dans la pratique le droit d'éligibilité des étrangers dans les communes qui l'appliquent. Dans les 317 communes qui ont répondu à l'enquête, on recense actuellement 148 membres du législatif et 19 membres d'un exécutif communal de nationalité étrangère. Les chiffres absolus restent modestes, mais le nombre de communes ayant des étrangers actifs est important, avec une satisfaction évidente : aucune commune n'envisage de revenir en arrière. Autoriser les communes à élire des étrangers dans leurs autorités locales est donc une mesure souhaitable, parmi d'autres, pour vivifier le système de milice.

#### Regards romands sur le système de milice

Deux auteurs reconnus ont contribué à enrichir la version française du livre d'Avenir Suisse. L'historien Olivier Meuwly rappelle que le système de milice politique suisse a fait l'objet d'une lente construction, ancrée dans les activités militaires. De nombreux éléments de la culture de milice helvétique sont nés déjà durant l'Ancien Régime, bien avant la Révolution française et l'influence napoléonienne. Pour sa part, Christophe Büchi, subtil observateur des équilibres et des tensions entre les différentes régions linguistiques du pays, s'interroge : « Les Romands aiment-ils le système de milice? ». La réponse est clairement positive. Bien que l'idée de milice soit incontestablement alémanique dans son origine, elle a été largement reprise en Suisse romande, avec quelques nuances. Ainsi, les Romands ont-ils plus que le reste du pays tendance à accepter un rôle plus large de l'Etat ou à privilégier parfois une professionnalisation des tâches, plutôt que de les confier à des bénévoles.

Mots-clés: milice politique, politique de milice suisse, politique milice, service citoyen, services aux citoyens, système de milice, système milice

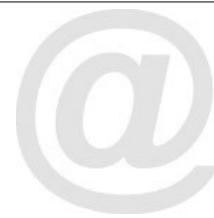


Andreas Müller

Andreas Müller est vice-directeur d'Avenir Suisse. Il était le conseiller personnel de Johann Schneider-Ammann au Conseil fédéral. Cette activité a été précédée d'une expérience en tant que conseiller à la

Date: 08.09.2015

**avenir suisse**  
*think tank for economic  
and social issues*



Avenir Suisse  
1227 Genève  
022 749 11 00  
www.avenir-suisse.ch

Genre de média: Internet  
Type de média: Organisations, loisir

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 844.003  
N° d'abonnement: 844003

communication des conseillers fédéraux Pascal Couchepin et Didier Burkhalter. Un axe essentiel de son travail chez Avenir Suisse est le système de milice.

Publications: Etat citoyen et citoyens dans l'Etat



Tibère Adler

Tibère Adler représente Avenir Suisse depuis 2014 en tant que directeur romand. Il a auparavant été directeur général du groupe de médias international Edipresse, et est aujourd'hui encore membre du conseil d'administration de nombreuses sociétés.

Publications: L'initiative populaire